



**CONSEIL
LÉGISLATIF**

NEUGRAVIAT DE SAINT-CASTIN

ԾԾՁՐՏ

ԲՏԴՁԹԾՆՍ ՁԻԼԵ

**LEGISLATIVE
COUNCIL**

NEWGRAVIATE OF SAINT-CASTIN

LOI SUR L'ÉTAT D'URGENCE NATIONALE

ACT ON THE NATIONAL STATE OF EMERGENCY

www.saintcastin.org



SAINT-CASTIN
ԲՏԴՁԹԾ ՆՐԱ

LOI SUR L'ÉTAT D'URGENCE NATIONALE

LOI N° 04/2026

(ABROGEANT LA LOI SUR L'ÉTAT D'URGENCE NATIONALE
ADOPTÉE LE 9 FÉVRIER 2024)

Préambule :

Vu la Constitution du Neugraviat de Saint-Castin, notamment ses dispositions relatives à la continuité de l'État, à la primauté de l'autorité civile, à la protection des institutions constitutionnelles, au respect de l'État de droit et à la garantie des droits et libertés fondamentaux ;

Vu la Loi complémentaire sur l'organisation fédérative et consociationnelle, établissant la répartition des compétences entre l'État, les provinces et les cantons, ainsi que les principes de coordination et de solidarité institutionnelle applicables en toutes circonstances ;

Vu la Loi complémentaire sur le Conseil législatif, la continuité de l'État et les principes parlementaires, garantissant la permanence du pouvoir législatif et l'exercice effectif du contrôle démocratique ;

Vu la Loi relative aux gouverneur·e·s provinciaux·ales et aux administrateur·rice·s cantonaux·ales, définissant leurs responsabilités en matière d'administration territoriale, de sécurité publique et de gestion de crise ;

Considérant que l'environnement stratégique contemporain est caractérisé par des situations d'instabilité durable susceptibles de porter atteinte à la sécurité natio-

ACT ON THE NATIONAL STATE OF EMERGENCY

ACT NO. 04/2026

(REPEALING THE ACT ON THE NATIONAL STATE OF
EMERGENCY ADOPTED ON 9 FEBRUARY 2024)

Preamble:

Having regard to the Constitution of the Newgraviate of Saint-Castin, in particular its provisions relating to the continuity of the State, the primacy of civil authority, the protection of constitutional institutions, respect for the rule of law and the guarantee of fundamental rights and freedoms;

Having regard to the Complementary Act on the Federative and Consociational Organization, establishing the distribution of powers between the State, the provinces and the cantons, as well as the principles of coordination and institutional solidarity applicable in all circumstances;

Having regard to the Complementary Act on the Legislative Council, the continuity of the State and parliamentary principles, guaranteeing the permanence of legislative authority and the effective exercise of democratic oversight;

Having regard to the Act respecting Provincial Governors and Cantonal Administrators, defining their responsibilities in matters of territorial administration, public security and crisis management;

Considering that the contemporary strategic environment is characterized by situations of sustained instability liable to affect

nale, à la continuité institutionnelle, à l'exercice normal des fonctions essentielles de l'État ou à la protection de la population, y compris en l'absence de conflit armé direct ;

Considérant qu'il appartient au législateur de doter l'État d'un cadre juridique clair, prévisible et strictement encadré permettant de faire face à des situations exceptionnelles, sans déroger aux principes constitutionnels, au contrôle parlementaire ni aux garanties fondamentales ;

Considérant que la Loi sur l'état d'urgence nationale adoptée le 9 février 2024 ne répond plus de manière adéquate à la diversité et à la complexité des situations susceptibles de justifier le recours à un régime d'exception ;

Le Conseil législatif du Neugraviat de Saint-Castin adopte la présente loi.

national security, institutional continuity, the normal exercise of the essential functions of the State or the protection of the population, including in the absence of direct armed conflict;

Considering that it belongs to the legislator to equip the State with a clear, foreseeable and strictly framed legal framework enabling it to respond to exceptional situations without derogating from constitutional principles, parliamentary oversight or fundamental guarantees;

Considering that the Act on the National State of Emergency adopted on 9 February 2024 no longer adequately responds to the diversity and complexity of situations liable to justify recourse to an exceptional regime;

The Legislative Council of the Neugraviate of Saint-Castin adopts the present Act.

CHAPITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES, OBJET ET PRINCIPES DIRECTEURS

Article 1 — Objet de la loi

La présente loi établit le régime juridique applicable à la déclaration, à la mise en œuvre, au contrôle, à la prolongation et à la levée de l'état d'urgence nationale.

Elle définit les conditions dans lesquelles des mesures exceptionnelles peuvent être adoptées afin d'assurer la sécurité nationale, la continuité des institutions constitutionnelles et l'exercice des fonctions essentielles de l'État, dans le respect de la Constitution et de l'ordre juridique castinien.

Article 2 — Définition de l'état d'urgence nationale

L'état d'urgence nationale est un régime juridique exceptionnel et temporaire applicable lorsqu'une situation grave, réelle ou imminente, excède les capacités de réponse du droit commun et compromet de manière substantielle :

- a) la sécurité nationale;
- b) continuité des institutions constitutionnelles;
- c) la capacité de l'État à exercer normalement ses fonctions essentielles.

Article 3 — Nature juridique et cadre constitutionnel

L'état d'urgence nationale ne suspend ni la Constitution ni l'ordre juridique du Neugraviat de Saint-Castin.

CHAPTER I — GENERAL PROVISIONS, PURPOSE AND GUIDING PRINCIPLES

Article 1 — Purpose of the Act

This Act establishes the legal framework applicable to the declaration, implementation, oversight, extension and termination of a national state of emergency.

It defines the conditions under which exceptional measures may be adopted in order to ensure national security, the continuity of constitutional institutions and the exercise of the essential functions of the State, in accordance with the Constitution and the Castinian legal order.

Article 2 — Definition of the national state of emergency

The national state of emergency is an exceptional and temporary legal regime applicable when a serious situation, actual or imminent, exceeds the response capacity of ordinary law and substantially compromises:

- a) national security;
- b) the continuity of constitutional institutions;
- c) the capacity of the State to normally exercise its essential functions.

Article 3 — Legal nature and constitutional framework

The national state of emergency does not suspend either the Constitution or the legal

Il constitue un cadre dérogatoire strictement limité, exercé sous l'autorité civile, dans le respect des compétences constitutionnelles, des principes de légalité et du contrôle parlementaire.

Toute interprétation ou mise en œuvre ayant pour effet d'étendre les pouvoirs exceptionnels au-delà de ce qui est expressément prévu par la présente loi est prohibée.

Article 4 – Situations susceptibles de justifier la déclaration

Peuvent notamment justifier la déclaration de l'état d'urgence nationale :

- a) une menace militaire directe ou indirecte affectant la sécurité nationale;
- b) un conflit armé externe susceptible d'avoir des effets substantiels sur l'État;
- c) une pression stratégique, économique, énergétique, informationnelle ou cybernétique grave;
- d) une rupture d'engagements internationaux entraînant des conséquences systémiques;
- e) toute situation d'instabilité stratégique de nature à provoquer une dégradation rapide de l'ordre institutionnel ou de la capacité d'action de l'État.

Cette énumération est indicative et n'emporte pas extension automatique du champ d'application de la présente loi.

order of the Newgraviate of Saint-Castin.

It constitutes a strictly limited derogatory framework, exercised under civilian authority, in accordance with constitutional competences, the principles of legality and parliamentary oversight.

Any interpretation or implementation having the effect of extending exceptional powers beyond what is expressly provided for in this Act is prohibited.

Article 4 – Situations justifying declaration

The declaration of a national state of emergency may notably be justified by:

- a) a direct or indirect military threat affecting national security;
- b) an external armed conflict likely to have substantial effects on the State;
- c) serious strategic, economic, energy, informational or cyber pressure;
- d) a breach of international commitments resulting in systemic consequences;
- e) any situation of strategic instability likely to cause a rapid deterioration of the institutional order or of the State's capacity to act.

This enumeration is indicative and does not automatically extend the scope of application of this Act.

Article 5 – Champ d’application territorial

L’état d’urgence nationale peut s’appliquer à l’ensemble du territoire du Neugraviat de Saint-Castin ou être limité à une ou plusieurs provinces ou cantons, selon les termes exprès de l’acte de déclaration.

Article 6 – Principes directeurs

La déclaration et la mise en œuvre de l’état d’urgence nationale sont subordonnées au respect cumulatif des principes suivants :

- a) nécessité, la situation ne pouvant être maîtrisée par les instruments juridiques ordinaires;
- b) proportionnalité, les mesures étant strictement limitées à ce qui est requis par la situation;
- c) temporalité, l’état d’urgence ne pouvant être maintenu au-delà des circonstances exceptionnelles;
- d) précaution stratégique, lorsque des éléments sérieux et concordants indiquent un risque élevé de dégradation rapide.

Ces principes s’appliquent à l’ensemble des décisions prises en vertu de la présente loi.

Article 7 – Absence d’effet automatique et limitation des compétences

La déclaration de l’état d’urgence nationale n’entraîne aucun effet juridique autre que ceux expressément prévus par la présente loi.

Aucune compétence, restriction, dérogation ou extension de pouvoir ne peut être présu-

Article 5 – Territorial scope of application

The national state of emergency may apply to the entire territory of the Neugraviate of Saint-Castin or be limited to one or more provinces or cantons, in accordance with the express terms of the declaration instrument.

Article 6 – Guiding principles

The declaration and implementation of the national state of emergency are subject to the cumulative respect of the following principles:

- a) necessity, where the situation cannot be addressed through ordinary legal instruments;
- b) proportionality, where measures are strictly limited to what is required by the situation;
- c) temporality, where the state of emergency cannot be maintained beyond the exceptional circumstances;
- d) strategic precaution, where serious and consistent elements indicate a high risk of rapid deterioration.

These principles apply to all decisions taken under this Act.

Article 7 – Absence of automatic effect and limitation of powers

The declaration of a national state of emergency produces no legal effects other than those expressly provided for in this Act.

No competence, restriction, derogation or extension of power may be presumed or

mée ou déduite de la seule existence de l'état d'urgence nationale.

Article 8 — Abrogation de la législation antérieure

La présente loi abroge intégralement la Loi sur l'état d'urgence nationale adoptée le 9 février 2024, laquelle cesse de produire tout effet juridique à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

inferred from the sole existence of the national state of emergency.

Article 8 — Repeal of prior legislation

This Act fully repeals the National State of Emergency Act adopted on February 9, 2024, which ceases to have any legal effect as of the coming into force of this Act.

CHAPITRE II — DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'URGENCE NATIONALE ET CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

Article 9 — Initiative gouvernementale

La déclaration de l'état d'urgence nationale ne peut intervenir que sur proposition motivée du gouvernement, agissant collectivement.

La proposition est fondée sur une évaluation circonstanciée de la situation, exposant :

- a) la nature et la gravité des circonstances;
- b) les risques identifiés;
- c) les instruments juridiques ordinaires examinés et jugés insuffisants;
- d) le périmètre territorial envisagé.

Article 10 — Acte de déclaration

L'état d'urgence nationale est déclaré par acte solennel de la Couronne neugraviale, contresigné par la ou le chef-fe du gouvernement.

L'acte de déclaration précise obligatoirement :

- a) les circonstances justifiant le recours au régime d'exception;
- b) le périmètre territorial concerné;
- c) la durée initiale;
- d) les catégories de mesures susceptibles d'être mises en œuvre conformément à la présente loi.

CHAPTER II — DECLARATION OF THE NATIONAL STATE OF EMERGENCY AND PARLIAMENTARY OVERSIGHT

Article 9 — Government initiative

The declaration of a national state of emergency may only occur upon a reasoned proposal of the government, acting collegially.

The proposal is based on a detailed assessment of the situation, setting out:

- a) the nature and severity of the circumstances;
- b) the identified risks;
- c) the ordinary legal instruments examined and deemed insufficient;
- d) the contemplated territorial scope.

Article 10 — Instrument of declaration

The national state of emergency is declared by a solemn act of the Newgravial Crown, countersigned by the head of government.

The instrument of declaration must specify:

- a) the circumstances justifying recourse to the exceptional regime;
- b) the territorial scope concerned;
- c) the initial duration;
- d) the categories of measures liable to be implemented in accordance with this Act.

Article 11 – Durée initiale

La durée initiale de l'état d'urgence nationale ne peut excéder trente jours.

Elle est déterminée au regard de la nature et de l'intensité de la situation et doit être strictement limitée à ce qui est nécessaire.

Article 12 – Information et saisine du Conseil législatif

Le Conseil législatif est informé sans délai de la déclaration.

Le gouvernement lui transmet :

- a) l'acte de déclaration;
- b) le rapport justificatif;
- c) l'évaluation actualisée des risques.

Article 13 – Débat parlementaire

Le Conseil législatif tient un débat formel sur la déclaration dans un délai maximal de sept jours suivant sa proclamation.

Ce débat porte sur :

- a) la conformité aux principes énoncés à l'article 6;
- b) la pertinence du périmètre territorial;
- c) la durée retenue;
- d) les modalités du contrôle parlementaire.

Article 14 – Prolongation

Toute prolongation au-delà de la durée initiale est subordonnée à une autorisation expresse du Conseil législatif, adoptée à la majorité de ses membres.

Article 11 – Initial duration

The initial duration of the national state of emergency may not exceed thirty days.

It is determined having regard to the nature and intensity of the situation and must be strictly limited to what is necessary.

Article 12 – Notification and referral to the Legislative Council

The Legislative Council is informed without delay of the declaration.

The government transmits to it:

- a) the instrument of declaration;
- b) the justificatory report;
- c) the updated risk assessment.

Article 13 – Parliamentary debate

The Legislative Council holds a formal debate on the declaration within a maximum period of seven days following its proclamation.

This debate addresses:

- a) compliance with the principles set out in Article 6;
- b) the relevance of the territorial scope;
- c) the duration retained;
- d) the modalities of parliamentary oversight.

Article 14 – Extension

Any extension beyond the initial duration is subject to an express authorization of the Legislative Council, adopted by a majority

La demande de prolongation est accompagnée d'un rapport démontrant la persistance des circonstances exceptionnelles et l'adéquation des mesures en vigueur.

Article 15 – Modification substantielle

Toute modification substantielle relative :

- a) au périmètre territorial;
 - b) à la durée;
 - c) aux catégories de mesures autorisées ;
- requiert une procédure identique à celle prévue pour la déclaration initiale.

Article 16 – Publicité et entrée en vigueur

L'acte déclarant l'état d'urgence nationale est publié sans délai au registre officiel de l'État.

Il entre en vigueur à compter de sa publication.

of its members.

The request for extension is accompanied by a report demonstrating the persistence of the exceptional circumstances and the adequacy of the measures in force.

Article 15 – Substantial modification

Any substantial modification relating to:

- a) the territorial scope;
 - b) the duration;
 - c) the categories of authorized measures;
- requires a procedure identical to that provided for the initial declaration.

Article 16 – Publication and coming into force

The act declaring the national state of emergency is published without delay in the official register of the State.

It comes into force upon its publication.

CHAPITRE III — MESURES EXCEPTIONNELLES AUTORISÉES ET LIMITES JURIDIQUES

Article 17 — Principe d’habilitation légale

Seules les mesures expressément prévues par le présent chapitre peuvent être mises en œuvre durant l’état d’urgence nationale.

Aucune mesure exceptionnelle ne peut être adoptée sans base légale explicite, ni être déduite par analogie, interprétation extensive, pratique administrative ou usage institutionnel.

Article 18 — Finalité exclusive des mesures exceptionnelles

Les mesures exceptionnelles ont pour seule finalité :

- a) la protection de la sécurité nationale;
- b) la continuité du fonctionnement des institutions constitutionnelles;
- c) l’exercice effectif des fonctions essentielles de l’État;
- d) la protection de la population face à la situation ayant justifié la déclaration.

Toute mesure poursuivant un objectif étranger à ces finalités est prohibée.

Article 19 — Mesures relatives à la continuité institutionnelle et administrative

Lorsque strictement nécessaire, peuvent être autorisées des mesures visant à assurer la continuité institutionnelle et administrative, notamment :

- a) la sécurisation des sièges institution-

CHAPTER III — AUTHORIZED EXCEPTIONAL MEASURES AND LEGAL LIMITS

Article 17 — Principle of legal authorization

Only the measures expressly provided for in this Chapter may be implemented during the national state of emergency.

No exceptional measure may be adopted without an explicit legal basis, nor be inferred by analogy, expansive interpretation, administrative practice or institutional usage.

Article 18 — Exclusive purpose of exceptional measures

Exceptional measures have as their sole purposes:

- a) the protection of national security;
- b) the continuity of the functioning of constitutional institutions;
- c) the effective exercise of the essential functions of the State;
- d) the protection of the population in relation to the situation that justified the declaration.

Any measure pursuing a purpose unrelated to these purposes is prohibited.

Article 19 — Measures relating to institutional and administrative continuity

Where strictly necessary, measures aimed at ensuring institutional and administrative continuity may be authorized, including:

- a) the securing of institutional seats and

- nels et des infrastructures critiques;
- b) l'adaptation temporaire des modalités de fonctionnement administratif;
 - c) la protection des systèmes d'information essentiels;
 - d) la priorisation des missions fondamentales de l'État;
 - e) la réaffectation temporaire de ressources administratives.

Ces mesures ne peuvent en aucun cas modifier la composition, les compétences, l'indépendance ou la légitimité des institutions constitutionnelles.

Article 20 – Mesures de protection de la population et des services essentiels

Des mesures exceptionnelles peuvent être adoptées afin d'assurer la protection de la population et la continuité des services essentiels, notamment en matière :

- a) de sécurité civile et de sécurité publique;
- b) d'organisation et de continuité des services publics essentiels;
- c) d'information, d'alerte et de communication de crise.

Ces mesures sont fondées sur une évaluation actualisée des risques et demeurent strictement proportionnées à la situation.

Article 21 – Mesures relatives aux approvisionnements stratégiques

Lorsque la situation l'exige, des mesures temporaires peuvent être mises en place afin d'assurer la disponibilité, la protection

critical infrastructure;

- b) the temporary adaptation of administrative operating modalities;
- c) the protection of essential information systems;
- d) the prioritization of the fundamental missions of the State;
- e) the temporary reallocation of administrative resources.

These measures may in no case modify the composition, competences, independence or legitimacy of constitutional institutions.

Article 20 – Measures for the protection of the population and essential services

Exceptional measures may be adopted in order to ensure the protection of the population and the continuity of essential services, notably in matters of:

- a) civil security and public safety;
- b) organization and continuity of essential public services;
- c) information, alerting and crisis communication.

These measures are based on an updated risk assessment and remain strictly proportionate to the situation.

Article 21 – Measures relating to strategic supplies

Where the situation requires it, temporary measures may be implemented in order to ensure the availability, protection or securing of supplies deemed strategic for the State.

ou la sécurisation des approvisionnements jugés stratégiques pour l'État.

Ces mesures :

- a) sont strictement limitées dans le temps;
- b) respectent les principes de légalité économique;
- c) ne peuvent instaurer ni un régime permanent de réquisition ni un contrôle structurel durable.

Article 22 – Mesures de coordination territoriale renforcée

Des mécanismes temporaires de coordination renforcée entre l'État, les provinces et les cantons peuvent être instaurés afin d'assurer une réponse cohérente à la situation d'urgence.

Ces mécanismes :

- a) respectent la répartition constitutionnelle des compétences;
- b) n'emportent aucune recentralisation permanente;
- c) cessent de plein droit avec la levée de l'état d'urgence nationale.

Article 23 – Limites générales aux mesures exceptionnelles

Les mesures prises en application du présent chapitre :

- a) sont strictement temporaires;
- b) ne peuvent instituer de normes générales permanentes;
- c) ne peuvent créer de compétences nouvelles;

These measures:

- a) are strictly limited in time;
- b) comply with the principles of economic legality;
- c) may not establish either a permanent regime of requisition or a lasting structural control.

Article 22 – Measures of enhanced territorial coordination

Temporary mechanisms of enhanced coordination between the State, the provinces and the cantons may be established in order to ensure a coherent response to the emergency situation.

These mechanisms:

- a) respect the constitutional distribution of competences;
- b) entail no permanent recentralization;
- c) cease as of right upon the termination of the national state of emergency.

Article 23 – General limits on exceptional measures

Measures taken under this Chapter:

- a) are strictly temporary;
- b) may not establish permanent general norms;
- c) may not create new competences;
- d) automatically cease to have effect upon the termination of the national state of emergency.

- d) cessent automatiquement de produire effet à la levée de l'état d'urgence nationale.

Article 24 – Garanties constitutionnelles et droits fondamentaux

Toute mesure exceptionnelle est mise en œuvre dans le respect des droits et libertés garantis par la Constitution.

Toute limitation admissible doit être :

- a) nécessaire à la gestion de la situation;
- b) proportionnée à sa gravité;
- c) directement liée aux circonstances ayant justifié la déclaration.

Article 25 – Interdictions absolues

Sont expressément interdites durant l'état d'urgence nationale :

- a) la suspension, totale ou partielle, de la Constitution;
- b) la dissolution du Conseil législatif;
- c) la modification des règles électorales ou des mécanismes de représentation démocratique;
- d) toute prolongation implicite ou automatique des pouvoirs exceptionnels;
- e) toute mesure fondée sur des considérations arbitraires, discriminatoires ou étrangères aux finalités de la présente loi.

Toute mesure prise en violation du présent article est nulle de plein droit.

Article 24 – Constitutional guarantees and fundamental rights

Any exceptional measure is implemented in accordance with the rights and freedoms guaranteed by the Constitution.

Any admissible limitation must be:

- a) necessary for the management of the situation;
- b) proportionate to its severity;
- c) directly linked to the circumstances that justified the declaration.

Article 25 – Absolute prohibitions

The following are expressly prohibited during the national state of emergency:

- a) the total or partial suspension of the Constitution;
- b) the dissolution of the Legislative Council;
- c) the modification of electoral rules or of mechanisms of democratic representation;
- d) any implicit or automatic extension of exceptional powers;
- e) any measure based on arbitrary, discriminatory considerations or unrelated to the purposes of this Act.

Any measure taken in violation of this Article is null and void as of right.

Article 26 – Review of legality and accountability

Exceptional measures adopted under this Chapter remain subject to:

Article 26 — Contrôle de légalité et responsabilité

Les mesures exceptionnelles adoptées en vertu du présent chapitre demeurent soumises :

- a) au contrôle juridictionnel ordinaire;
- b) à la responsabilité administrative des autorités compétentes;
- c) au contrôle parlementaire exercé conformément à la présente loi.

L'état d'urgence nationale ne peut être invoqué pour soustraire une décision au contrôle de légalité.

- a) ordinary judicial review;
- b) the administrative liability of the competent authorities;
- c) parliamentary oversight exercised in accordance with this Act.

The national state of emergency may not be invoked to exempt a decision from legality review.

CHAPITRE IV — DROITS, GARANTIES ET LIMITATIONS ADMISSIBLES

Article 27 — Principe général de maintien des droits et libertés

La déclaration de l'état d'urgence nationale n'a pas pour effet de suspendre les droits et libertés garantis par la Constitution.

Seules des limitations expresses, prévues par la présente loi et strictement nécessaires à la gestion de la situation exceptionnelle, peuvent être mises en œuvre.

Article 28 — Conditions cumulatives de limitation

Toute limitation à l'exercice d'un droit ou d'une liberté ne peut être admise que si elle satisfait cumulativement aux conditions suivantes :

- a) reposer sur une base légale expresse prévue par la présente loi;
- b) poursuivre un objectif légitime directement lié à la situation ayant justifié la déclaration de l'état d'urgence nationale;
- c) être strictement nécessaire à l'atteinte de cet objectif;
- d) être proportionnée quant à sa portée, sa durée et ses effets.

Article 29 — Droits et garanties insusceptibles de limitation

Ne peuvent faire l'objet d'aucune limitation, y compris durant l'état d'urgence nationale, les droits et principes constitutionnels sui-

CHAPTER IV — RIGHTS, GUARANTEES AND ADMISSIBLE LIMITATIONS

Article 27 — General principle of maintenance of rights and freedoms

The declaration of the national state of emergency does not have the effect of suspending the rights and freedoms guaranteed by the Constitution.

Only express limitations, provided for by this Act and strictly necessary for the management of the exceptional situation, may be implemented.

Article 28 — Cumulative conditions for limitation

Any limitation on the exercise of a right or freedom may only be admitted if it cumulatively satisfies the following conditions:

- a) be based on an express legal basis provided for in this Act;
- b) pursue a legitimate objective directly related to the situation that justified the declaration of the national state of emergency;
- c) be strictly necessary for the achievement of that objective;
- d) be proportionate in terms of its scope, duration and effects.

Article 29 — Rights and guarantees not subject to limitation

The following constitutional rights and principles may not be subject to any limitation,

vants :

- a) la dignité humaine;
- b) le droit à la vie;
- c) l'interdiction de la torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- d) le principe de légalité pénale;
- e) le droit à un recours juridictionnel effectif.

Article 30 — Restrictions temporaires aux libertés publiques

Les libertés publiques peuvent faire l'objet de restrictions temporaires lorsque celles-ci sont indispensables à la protection de la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre institutionnel.

Ces restrictions :

- a) ne peuvent être générales, indifférenciées ou permanentes;
- b) sont strictement adaptées à l'évolution de la situation;
- c) cessent dès que les circonstances exceptionnelles ne les justifient plus.

Article 31 — Garanties procédurales applicables aux mesures individuelles

Toute mesure individuelle prise dans le cadre de l'état d'urgence nationale respecte les garanties procédurales essentielles prévues par l'ordre juridique castinien, notamment :

- a) l'information de la personne concernée;
- b) la motivation écrite de la décision;

including during the national state of emergency:

- a) human dignity;
- b) the right to life;
- c) the prohibition of torture or cruel, inhuman or degrading treatment;
- d) the principle of legality in criminal matters;
- e) the right to an effective judicial remedy.

Article 30 — Temporary restrictions on public freedoms

Public freedoms may be subject to temporary restrictions where such restrictions are indispensable for the protection of national security or the maintenance of the institutional order.

These restrictions:

- a) may not be general, undifferentiated or permanent;
- b) are strictly adapted to the evolution of the situation;
- c) cease as soon as the exceptional circumstances no longer justify them.

Article 31 — Procedural guarantees applicable to individual measures

Any individual measure taken within the framework of the national state of emergency shall comply with the essential procedural guarantees provided for by the Castinian legal order, including:

- a) notification to the person concerned;
- b) the written reasons for the decision;

- c) la possibilité effective de contester la mesure devant une autorité compétente;
 - d) la limitation temporelle de ses effets.
- c) the effective possibility of challenging the measure before a competent authority;
 - d) the temporal limitation of its effects.

Article 32 — Liberté d’expression, d’information et de la presse

La liberté d’expression, la liberté de la presse et le droit à l’information demeurent garantis.

Toute mesure affectant la diffusion d’informations ne peut être justifiée que par des exigences strictement nécessaires à la protection de la sécurité nationale et ne peut avoir pour effet de restreindre la critique légitime des autorités publiques.

Article 33 — Principe de non-discrimination

Aucune mesure adoptée en vertu de la présente loi ne peut être fondée, directement ou indirectement, sur des motifs discriminatoires.

Toute distinction opérée doit être objectivement justifiée par la situation d’urgence nationale et strictement proportionnée à celle-ci.

Article 34 — Réexamen des limitations

Les limitations apportées aux droits et libertés font l’objet d’un réexamen régulier afin de vérifier :

- a) leur nécessité persistante;
- b) leur proportionnalité;
- c) leur pertinence au regard de l’évolution

Article 32 — Freedom of expression, information and of the press

Freedom of expression, freedom of the press and the right to information remain guaranteed.

Any measure affecting the dissemination of information may only be justified by requirements strictly necessary for the protection of national security and may not have the effect of restricting legitimate criticism of public authorities.

Article 33 — Principle of non-discrimination

No measure adopted under this Act may be based, directly or indirectly, on discriminatory grounds.

Any distinction made must be objectively justified by the national state of emergency situation and strictly proportionate to it.

Article 34 — Review of limitations

Limitations imposed on rights and freedoms are subject to regular review in order to verify:

- a) their continued necessity;
- b) their proportionality;
- c) their relevance in light of the evolution of the situation.

de la situation.

Toute limitation devenue injustifiée est levée sans délai.

Any limitation that has become unjustified is lifted without delay.

CHAPITRE V — CONTRÔLE PARLEMENTAIRE, TRANSPARENCE ET REDDITION DE COMPTES

Article 35 — Principe de contrôle parlementaire permanent

L'exercice des pouvoirs exceptionnels dans le cadre de l'état d'urgence nationale est soumis à un contrôle parlementaire permanent exercé par le Conseil législatif.

Ce contrôle constitue une condition essentielle de la légalité et de la légitimité démocratique des mesures adoptées.

Article 36 — Information régulière du Conseil législatif

Pendant toute la durée de l'état d'urgence nationale, le gouvernement informe régulièrement le Conseil législatif de :

- a) l'évolution de la situation ayant justifié la déclaration;
- b) les mesures mises en œuvre;
- c) leur fondement juridique;
- d) leurs effets observés.

Le Conseil législatif peut déterminer la périodicité et les modalités de cette information.

Article 37 — Pouvoirs d'audition et d'évaluation

Le Conseil législatif peut :

- a) entendre toute autorité publique impliquée dans la gestion de l'état d'urgence nationale;
- b) mandater des travaux d'analyse ou d'évaluation portant sur la légalité, l'ef-

CHAPTER V — PARLIAMENTARY OVERSIGHT, TRANSPARENCY AND ACCOUNTABILITY

Article 35 — Principle of continuous parliamentary oversight

The exercise of exceptional powers within the framework of the national state of emergency is subject to continuous parliamentary oversight exercised by the Legislative Council.

This oversight constitutes an essential condition of the legality and democratic legitimacy of the measures adopted.

Article 36 — Regular information to the Legislative Council

Throughout the duration of the national state of emergency, the government regularly informs the Legislative Council of:

- a) the evolution of the situation that justified the declaration;
- b) the measures implemented;
- c) their legal basis;
- d) their observed effects.

The Legislative Council may determine the frequency and modalities of this information.

Article 37 — Powers of hearing and evaluation

The Legislative Council may:

- a) hear any public authority involved in the management of the national state of emergency;

efficacité et la proportionnalité des mesures adoptées.

Ces pouvoirs s'exercent conformément aux règles parlementaires en vigueur.

Article 38 — Publicité adaptée des informations essentielles

Les informations essentielles relatives à la déclaration et à la gestion de l'état d'urgence nationale font l'objet d'une publicité adaptée.

La communication publique est conciliée avec les exigences de sécurité nationale et la protection des intérêts fondamentaux de l'État.

Article 39 — Traçabilité des décisions

Toute décision prise en application de la présente loi est consignée et conservée de manière à permettre son contrôle ultérieur par les autorités compétentes.

La traçabilité administrative constitue une garantie du contrôle parlementaire et juridictionnel.

Article 40 — Responsabilité des autorités publiques

Les autorités publiques demeurent pleinement responsables, sur les plans politique, administratif et juridictionnel, des actes qu'elles adoptent en vertu de la présente loi.

L'état d'urgence nationale ne peut être invoqué pour exonérer une autorité de sa responsabilité.

b) mandate analytical or evaluative work relating to the legality, effectiveness and proportionality of the measures adopted.

These powers are exercised in accordance with the parliamentary rules in force.

Article 38 — Appropriate disclosure of essential information

Essential information relating to the declaration and management of the national state of emergency is subject to appropriate disclosure.

Public communication is reconciled with the requirements of national security and the protection of the fundamental interests of the State.

Article 39 — Traceability of decisions

Any decision taken under this Act is recorded and preserved in such a manner as to allow its subsequent review by the competent authorities.

Administrative traceability constitutes a guarantee of parliamentary and judicial oversight.

Article 40 — Responsibility of public authorities

Public authorities remain fully responsible, at the political, administrative and judicial levels, for the acts they adopt under this Act.

The national state of emergency may not be invoked to exempt an authority from its

Article 41 – Rapport de clôture

À l'issue de l'état d'urgence nationale, le gouvernement présente au Conseil législatif un rapport de clôture exposant :

- a) les circonstances ayant conduit à la déclaration;
- b) les mesures adoptées et leur base juridique;
- c) leur efficacité opérationnelle;
- d) leurs effets institutionnels et sur les droits et libertés.

responsibility.

Article 41 – Final report

At the conclusion of the national state of emergency, the government submits to the Legislative Council a final report setting out:

- a) the circumstances that led to the declaration;
- b) the measures adopted and their legal basis;
- c) their operational effectiveness;
- d) their institutional effects and their impact on rights and freedoms.

CHAPITRE VI — COORDINATION PROVINCIALE ET CANTONALE

Article 42 — Principe général de coordination territoriale

La mise en œuvre de l'état d'urgence nationale repose sur une coordination fonctionnelle entre l'État, les provinces et les cantons.

Cette coordination s'exerce dans le respect de la répartition constitutionnelle des compétences et n'empporte aucune modification durable des structures ou des équilibres institutionnels.

Article 43 — Rôle des gouverneur·e·s provinciaux·ales

Les gouverneur·rice·s provinciaux·ales assurent, sur leur territoire, la coordination de l'application des mesures décidées au niveau de l'État.

À ce titre, ils et elles :

- a) veillent à l'adaptation technique des mesures aux réalités provinciales;
- b) assurent leur mise en cohérence administrative;
- c) garantissent la continuité des services publics provinciaux;
- d) rendent compte au gouvernement des conditions de mise en œuvre territoriale.

Article 44 — Responsabilités des administrateur·rice·s cantonaux·ales

Les administrateur·rice·s cantonaux·ales

CHAPTER VI — PROVINCIAL AND CANTONAL COORDINATION

Article 42 — General principle of territorial coordination

The implementation of the national state of emergency is based on functional coordination between the State, the provinces and the cantons.

This coordination is exercised in accordance with the constitutional distribution of competences and entails no lasting modification of institutional structures or balances.

Article 43 — Role of provincial governors

Provincial governors ensure, within their territory, the coordination of the application of the measures decided at the State level.

In this capacity, they:

- a) ensure the technical adaptation of measures to provincial realities;
- b) ensure their administrative coherence;
- c) guarantee the continuity of provincial public services;
- d) report to the government on the conditions of territorial implementation.

Article 44 — Responsibilities of cantonal administrators

Cantonal administrators implement, within the framework of their ordinary competences, the measures applicable at the cantonal level.

mettent en œuvre, dans le cadre de leurs compétences ordinaires, les mesures applicables à l'échelon cantonal.

Ils et elles :

- a) assurent l'exécution opérationnelle des décisions applicables;
- b) maintiennent la liaison fonctionnelle avec les autorités provinciales;
- c) signalent sans délai toute difficulté d'exécution ou toute atteinte aux garanties prévues par la présente loi.

Article 45 – Instructions territoriales encadrées

Les instructions émises par l'État ou par les autorités provinciales dans le cadre de l'état d'urgence nationale :

- a) sont écrites et motivées;
- b) sont strictement limitées à leur objet;
- c) ne peuvent créer d'obligations étrangères aux compétences prévues par la Constitution et les lois en vigueur.

Elles cessent de produire effet avec la levée de l'état d'urgence nationale.

Article 46 – Mécanismes temporaires de concertation

Des mécanismes temporaires de concertation peuvent être institués afin d'assurer la cohérence des décisions entre l'État, les provinces et les cantons.

Ces mécanismes :

- a) n'ont aucun pouvoir décisionnel autonome;
- b) sont strictement limités à la durée de

They:

- a) ensure the operational execution of applicable decisions;
- b) maintain functional liaison with provincial authorities;
- c) promptly report any difficulty in implementation or any infringement of the guarantees provided for in this Act.

Article 45 – Regulated territorial instructions

Instructions issued by the State or by provincial authorities within the framework of the national state of emergency:

- a) are in writing and reasoned;
- b) are strictly limited to their object;
- c) may not create obligations unrelated to the competences provided for by the Constitution and the laws in force.

They cease to have effect upon the termination of the national state of emergency.

Article 46 – Temporary consultation mechanisms

Temporary consultation mechanisms may be established in order to ensure the coherence of decisions between the State, the provinces and the cantons.

These mechanisms:

- a) have no autonomous decision-making power;
- b) are strictly limited to the duration of the national state of emergency;
- c) cease as of right upon its termination.

l'état d'urgence nationale;

- c) cessent de plein droit avec la levée de celui-ci.

Article 47 – Adaptation territoriale des mesures

Les autorités provinciales et cantonales peuvent proposer des adaptations techniques ou organisationnelles des mesures applicables lorsque celles-ci sont nécessaires à leur effectivité territoriale.

Toute adaptation demeure subordonnée :

- a) à la conformité avec la présente loi;
- b) à l'approbation de l'autorité compétente ayant adopté la mesure initiale;
- c) à son caractère strictement temporaire.

Article 48 – Maintien des compétences ordinaires

La déclaration de l'état d'urgence nationale n'emporte ni suspension ni transfert automatique des compétences ordinaires des provinces et des cantons.

Toute dérogation temporaire à l'exercice normal de ces compétences doit être expressément prévue et strictement justifiée par la situation d'urgence.

Article 49 – Obligation de coopération institutionnelle

Les autorités de l'État, des provinces et des cantons sont tenues à une obligation de coopération loyale dans l'application de la présente loi.

Article 47 – Territorial adaptation of measures

Provincial and cantonal authorities may propose technical or organizational adaptations of applicable measures where such adaptations are necessary for their territorial effectiveness.

Any adaptation remains subject to:

- a) compliance with this Act;
- b) approval by the competent authority that adopted the initial measure;
- c) its strictly temporary nature.

Article 48 – Maintenance of ordinary competences

The declaration of the national state of emergency entails neither the suspension nor the automatic transfer of the ordinary competences of provinces and cantons.

Any temporary derogation from the normal exercise of these competences must be expressly provided for and strictly justified by the emergency situation.

Article 49 – Obligation of institutional cooperation

The authorities of the State, the provinces and the cantons are bound by an obligation of good-faith cooperation in the application of this Act.

Any manifest obstruction to the implementation of lawful measures may give rise to the control mechanisms provided for by the Castinian legal order.

Toute entrave manifeste à la mise en œuvre des mesures légales peut donner lieu aux mécanismes de contrôle prévus par l'ordre juridique castinien.

CHAPITRE VII — FIN DE L'ÉTAT D'URGENCE, ÉVALUATION ET DISPOSITIONS FINALES

Article 50 — Levée de l'état d'urgence nationale

L'état d'urgence nationale est levé par acte solennel de la Couronne neugraviale, contresigné par la ou le chef-fe du gouvernement, dès lors que les circonstances exceptionnelles ayant justifié sa déclaration ont cessé.

La levée intervient de plein droit à l'expiration de la durée autorisée, sauf prolongation régulièrement approuvée conformément à la présente loi.

Article 51 — Effets juridiques de la levée

À compter de la levée de l'état d'urgence nationale :

- a) l'ensemble des mesures exceptionnelles cessent immédiatement de produire effet;
- b) les compétences, procédures et garanties de droit commun recouvrent leur plein exercice;
- c) aucune mesure adoptée au titre de l'état d'urgence nationale ne peut être maintenue, prorogée ou reconduite implicitement.

Article 52 — Principe de réversibilité intégrale

Toute mesure prise durant l'état d'urgence nationale est réputée intégralement réversible.

CHAPTER VII — TERMINATION OF THE STATE OF EMERGENCY, EVALUATION AND FINAL PROVISIONS

Article 50 — Termination of the national state of emergency

The national state of emergency is terminated by a solemn act of the Newgravial Crown, countersigned by the head of government, as soon as the exceptional circumstances that justified its declaration have ceased.

Termination occurs as of right upon the expiry of the authorized duration, unless an extension has been duly approved in accordance with this Act.

Article 51 — Legal effects of termination

As of the termination of the national state of emergency:

- a) all exceptional measures immediately cease to have effect;
- b) ordinary competences, procedures and guarantees fully resume;
- c) no measure adopted under the national state of emergency may be maintained, extended or renewed implicitly.

Article 52 — Principle of full reversibility

Any measure taken during the national state of emergency is deemed fully reversible.

No permanent, structural or normative effect may be derived from exceptional mea-

Aucun effet permanent, structurel ou normatif ne peut être tiré des mesures exceptionnelles, sauf disposition législative ultérieure adoptée selon la procédure ordinaire et dans le respect de la Constitution.

Article 53 – Évaluation institutionnelle post-urgence

Dans un délai maximal de quatre-vingt-dix jours suivant la levée de l'état d'urgence nationale, le Conseil législatif procède à une évaluation institutionnelle de la période d'urgence.

Cette évaluation porte notamment sur :

- a) la conformité constitutionnelle et légale des mesures adoptées;
- b) leur efficacité opérationnelle;
- c) leurs effets institutionnels et territoriaux;
- d) leur impact sur les droits et libertés ;
- e) la qualité du contrôle parlementaire exercé.

Article 54 – Suites parlementaires

À l'issue de l'évaluation, le Conseil législatif peut :

- a) formuler des recommandations institutionnelles ou opérationnelles;
- b) proposer des ajustements législatifs;
- c) décider de ne donner aucune suite normative.

Aucune modification du régime de l'état d'urgence nationale ne peut résulter implicitement de cette évaluation.

measures, except by subsequent legislation adopted in accordance with the ordinary procedure and in compliance with the Constitution.

Article 53 – Post-emergency institutional evaluation

Within a maximum period of ninety days following the termination of the national state of emergency, the Legislative Council conducts an institutional evaluation of the emergency period.

This evaluation addresses, in particular:

- a) the constitutional and legal compliance of the measures adopted;
- b) their operational effectiveness;
- c) their institutional and territorial effects;
- d) their impact on rights and freedoms;
- e) the quality of parliamentary oversight exercised.

Article 54 – Parliamentary follow-up

Following the evaluation, the Legislative Council may:

- a) formulate institutional or operational recommendations;
- b) propose legislative adjustments;
- c) decide not to take any normative action.

No modification of the national state of emergency regime may result implicitly from this evaluation.

Article 55 — Abus de pouvoir et responsabilité

Tout usage des pouvoirs exceptionnels à des fins étrangères à celles prévues par la présente loi constitue un abus de pouvoir.

Les autorités concernées s'exposent aux mécanismes de responsabilité politique, administrative ou juridictionnelle prévus par l'ordre juridique castinien.

Article 56 — Abrogation de la législation antérieure

La présente loi abroge intégralement la Loi sur l'état d'urgence nationale adoptée le 9 février 2024.

Toute référence à la législation abrogée est réputée viser la présente loi, dans la mesure de sa compatibilité.

Article 57 — Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

**Adoptée le 13 mars 2025
par le Conseil législatif
du Neugraviat de Saint-Castin**

Article 55 — Abuse of power and liability

Any use of exceptional powers for purposes unrelated to those provided for in this Act constitutes an abuse of power.

The authorities concerned are subject to the mechanisms of political, administrative or judicial liability provided for by the Castinian legal order.

Article 56 — Repeal of prior legislation

This Act fully repeals the National State of Emergency Act adopted on February 9, 2024.

Any reference to the repealed legislation is deemed to refer to this Act, to the extent of its compatibility.

Article 57 — Coming into force

This Act comes into force on the date of its promulgation.

**Adopted on March 13, 2025
by the Legislative Council
of the Newgraviate of Saint-Castin**



CONSEIL LÉGISLATIF

NEUGRAVIAT DE SAINT-CASTIN

ԾԾԳՐՏ

ԵՏԴԹԾՅՈՒՍ ԶՆԼԹ

LEGISLATIVE COUNCIL

NEWGRAVIATE OF SAINT-CASTIN